

Exposé de cadrage Manuels Scolaires

Monsieur Adriaan VERSPOOR, Consultant

La présentation a pour objectif, de dégager des pistes pour la politique des manuels scolaires, selon une approche principalement économique.

A partir des études de la Banque Mondiale et d'autres travaux, un bilan des voies dites « prometteuses » et sans « issue » a été établi s'agissant des curricula, des supports éducatifs, du temps scolaire, des infrastructures, des enseignants et école, des élèves et des parents. L'estimation de la rentabilité économique et des effets sur les acquisitions des manuels a fait l'objet d'études spécifiques qui en montrent toute l'importance.

Cependant, peu de pays ont encore atteint l'objectif d'un manuel par élève et les projets de fourniture de manuels ont souvent échoué. Cela révèle des défaillances de la gestion sectorielle marquée par les interventions politiques, la corruption, la centralisation excessive et l'absence de lignes budgétaires dédiées aux manuels. La mise à niveau du personnel des ministères et des industries locales reste une priorité et s'inscrit dans une réforme progressive de la gestion des manuels, marquée par la libéralisation de ce secteur. Une plus grande implication des partenaires privés, la fourniture à la demande, la réforme de la distribution, l'intervention de professionnels, la promotion du commerce transfrontalier et une plus grande mobilisation des ressources sont des pistes à explorer.

La mobilisation de ressources, en dehors de la masse salariale, reste faible et devrait progresser d'ici 2015 alors que la fourniture d'intrants minimums aux écoles ne représente que 15 \$ par élève et par an. Des contrats de fourniture à long terme, une subvention globale et une plus grande responsabilité des écoles sont des pistes à explorer. Un engagement politique de renforcement de l'industrie africaine de la publication, l'augmentation des budgets, le renforcement des capacités sur la chaîne du livre et l'adoption d'une approche systémique sont autant de conditions pour le succès.

Etude de cas : Bénin

La réforme des Nouveaux Programmes d'Etudes est basée sur l'établissement du profil souhaité d'un citoyen et consiste à changer d'approche en privilégiant la construction de compétences. Elle est appuyée par un plan d'actions manuels scolaires et matériels didactiques qui vise à assurer la disponibilité des manuels et à créer les conditions de disponibilité et de renouvellement du livre. La facilitation de l'exploitation des droits d'auteur et éditeurs locaux, l'encouragement de l'industrie locale du livre, le maintien à des prix raisonnables, l'amélioration du réseau de distribution et la lutte contre le piratage et le détournement des manuels sont les actions fortes de ce plan. A ce jour, le processus de production est entièrement tenu par des nationaux, et plusieurs modes de distribution ont été testés. La dynamisation du réseau documentaire va de pair avec la réforme du secteur de l'édition des manuels, au niveau des procédures d'appel d'offre. Les insuffisances constatées n'ont pas été réduites mais l'expérience béninoise est jeune et permet aux éditeurs nationaux de développer une expertise certaine.

Etude de cas : Laos

Dans le cadre de la réforme de l'enseignement, les programmes ont été adaptés pour mettre d'avantage les élèves au centre de l'enseignement, pour s'aligner sur les standards internationaux et pour moderniser l'enseignement. Cependant, beaucoup reste à faire au niveau de l'approvisionnement durable, du partage des responsabilités, de la définition de la place du privé et des aspects techniques. Une véritable industrie de l'édition doit naître. Des

comités d'approbations des curricula ont été mis en place mais les adaptations locales restent rares. Les principaux axes de la politique s'organisent autour des contenus, des outils pédagogiques, de la possibilité de création d'une usine, de la formation des enseignants, de la conception, du test, de l'édition, de la production et de la distribution des manuels.

Les manuels sont gérés par le directeur de l'école et par le chef de village et leur utilisation effective doit concourir à améliorer les enseignements et à dépasser les approches pédagogiques traditionnelles.

Interventions des participants en séance plénière sur le thème des manuels scolaires

Les interventions des participants ont concerné :
la place réservée à l'apprenant dans l'appropriation du livre
le problème de la formation des enseignants à l'utilisation des manuels
une information de l'OIF sur l'appui qu'elle apporte à la production du livre dans ses Etats membres
la question de la comparaison des coûts entre pays
le problème d'une évaluation des acquis trop centrée sur la mémorisation
la prolifération des documents piratés et les mesures à prendre pour la contrer.

Recommandations des participants aux ateliers au sujet des manuels scolaires

Les participants recommandent :

- * la fourniture effective d'un livre pour chaque élève et pour chaque discipline
- * l'existence de lignes budgétaires consacrées aux manuels au niveau central
- * la priorité accordée au manuel dans le budget des écoles
- * la création de fonds communs au niveau de l'école ou de groupes d'écoles avec l'appui de différents partenaires
- * l'implication des instances et communautés de base dans la gestion des manuels par la création de comités de gestion des manuels scolaires
- * la formation des directeurs d'école, des enseignants et des parents d'élèves à la gestion des manuels
- * le suivi pédagogique des manuels dans les établissements
- * une plus grande autonomie dans le choix des manuels pour le directeur d'école et les enseignants
- * la promotion de l'utilisation des langues maternelles
- * la réalisation d'un guide de correspondance programmes scolaires -manuels
- * le bannissement des valeurs négatives, des préjugés et des images discriminatoires dans les manuels scolaires
- * La conception et la production des manuels scolaires au niveau sous régional notamment dans les disciplines scientifiques, et grâce au soutien de la communauté internationale

* Le soutien et le développement d'une expertise locale et sous-régionale dans le secteur de l'édition scolaire

* La réduction des taxes d'importation des produits de base nécessaires à la fabrication locale des manuels scolaires

* La promotion de l'élaboration de programmes minimums communs à des régions ou sous régions